

# Le Japon et les Nations Unies : vers un partenariat plus solide

Cet article provient de l'anglais: [https://www.japan.go.jp/tomodachi/2017/autumn2017/japan\\_un\\_partnership.html](https://www.japan.go.jp/tomodachi/2017/autumn2017/japan_un_partnership.html)



Izumi Nakamitsu

Le 1<sup>er</sup> mai 2017, Mme Izumi Nakamitsu est nommée Secrétaire générale adjointe et Haute-Representante pour les affaires de désarmement de l'ONU. Elle est la première Japonaise à occuper ce poste. Depuis 2014, Mme Nakamitsu était administratrice adjointe du Groupe des Nations Unies pour le développement, qui dépend du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle a accumulé une expérience considérable dans le système des Nations Unies et en dehors, notamment au sein du Département des opérations de maintien de la paix, du Bureau du Secrétaire général et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Née en 1963, Mme Nakamitsu est titulaire d'une maîtrise de sciences en service diplomatique de l'Université de Georgetown, à Washington, ainsi que d'une licence de droit obtenue à l'Université Waseda, à Tokyo.

Fervent défenseur du multilatéralisme, le Japon fait partie des principaux membres et soutiens des Nations Unies depuis son entrée dans l'organisation en 1956.

L'engagement constant du pays et ses efforts de contribution à la mission des Nations Unies répondent aux impératifs de la Constitution du Japon, dont le préambule précise : « ... Nous désirons occuper une place d'honneur dans une société internationale luttant pour le maintien de la paix et l'élimination définitive de la tyrannie et de l'esclavage, de l'oppression et de l'intolérance de la surface de la terre. Nous reconnaissons à tous les peuples du monde le droit de vivre en paix, à l'abri de la peur et du besoin ». Autant d'ambitions qui sont au cœur de la mission et des objectifs des Nations Unies.

Sur le plan financier, le Japon est l'un des principaux contributeurs au budget onusien. Il joue également un rôle de leader en matière de développement et de coopération humanitaire depuis longtemps. Le gouvernement japonais était d'ailleurs l'un des premiers à insister sur l'importance d'approches axées sur l'humain, en encourageant la prise en main des processus de développement par les populations impliquées. La position du Japon en matière de paix et de sécurité est également très respectée par les autres États membres, comme l'attestent les multiples mandats du pays au Conseil de sécurité. Le Japon est en fait le pays qui a rempli le plus grand nombre de mandats et qui assure actuellement son onzième mandat de deux ans.

Pour relever les énormes défis actuels à l'échelle planétaire et garantir un monde viable pour nous-mêmes et les générations à venir, nous avons plus que jamais besoin du multilatéralisme et des Nations Unies. Sous l'égide des Nations Unies, la communauté internationale a d'ores et déjà un programme de développement durable à l'horizon 2030, dont les 17 objectifs guideront les efforts conjoints des pays membres pour éradiquer l'extrême pauvreté et protéger la planète en ne « laissant personne de côté ». Le gouvernement japonais a agit par l'intermédiaire des Nations Unies pour l'adoption de l'Accord de Paris. Le Japon reste l'un des plus fervents défenseurs de ces efforts multilatéraux, qui exerceront une influence déterminante sur l'avenir de l'humanité et de notre planète.

De plus, les Nations Unies sont un mécanisme essentiel pour assurer la paix et la sécurité, toujours plus précaires. Le regain de rivalités et de tensions aux réminiscences de Guerre froide, ainsi que de nouveaux risques posés par des acteurs non gouvernementaux et des organisations terroristes à l'influence régionale et planétaire font partie des défis actuels. Les forums des Nations Unies peuvent aussi aider le monde à répondre à des innovations technologiques et scientifiques rapides susceptibles d'apporter une immense prospérité, mais également à améliorer l'environnement sécuritaire mondial si ces innovations sont utilisées à des fins militaires ou avec l'intention de nuire. En tant que membres des Nations Unies, nous devons agir pour prévenir les conflits tout en veillant à protéger les civils, à restaurer la stabilité et à maintenir la paix plus efficacement. Nous devons également multiplier les efforts de désarmement, objets de la première résolution des Nations Unies adoptée en 1946. Les efforts de contrôle des armes, de non-prolifération et de désarmement sont porteurs de confiance, contribuent à soulager les tensions et à faire émerger des solutions politiques aux conflits.

Fort de son expérience dans de nombreuses affaires multilatérales, le Japon a un rôle central à jouer dans ces efforts. Je me fais ici porte-parole du Secrétariat des Nations Unies pour proposer trois manières pour le Japon de renforcer encore davantage son soutien aux Nations Unies et, par extension, à l'ensemble de la communauté internationale.

Tout d'abord, le Japon pourrait renforcer son rôle de bâtisseur de ponts, en unifiant des perspectives et des positions différentes pour résoudre les problèmes les plus épineux. Dans un souci d'efficacité, les États membres doivent trouver des approches communes pour surmonter les difficultés mondiales. Dans l'environnement politique actuel qui est tendu, nous avons besoin d'un groupe de membres de confiance pour aider à combler les écarts et trouver des terrains d'entente. Depuis soixante-dix ans, le Japon est respecté et apprécié dans le monde entier pour ses politiques étrangères modérées et pacifiques ainsi que ses efforts sincères et à long terme pour contribuer au développement dans le monde entier. Sa fiabilité et sa

crédibilité auprès des autres membres pourraient s'avérer précieuses pour soutenir les mécanismes bien rodés des Nations Unies.

Deuxièmement, le Japon pourrait renforcer son rôle de leader dans les efforts nécessaires au maintien ou à la restauration des valeurs universelles promues par les Nations Unies : droits de l'homme, état de droit et tout un ensemble de normes et d'instruments internationaux mis en place génération après génération, parfois depuis plus d'un siècle par la communauté internationale. Le Moyen-Orient est le théâtre de violations éhontées du droit humanitaire international et du tabou universel sur l'usage d'armes chimiques. Deux exemples inquiétants d'une possible érosion des normes internationales, qui nécessite l'adoption immédiate de mesures sévères. Au sein des Nations Unies, le Japon a toujours fait preuve d'une attitude rigoureuse exemplaire pour préserver l'état de droit et le monde entier pourrait profiter de ses efforts en ce sens.

Enfin, nous espérons que le Japon soutiendra sans réserve les efforts de réforme institutionnelle initiés et menés par António Guterres, actuel secrétaire général des Nations Unies. Nous traversons une époque de changements profonds, auxquels les Nations Unies vont devoir s'adapter. Nous allons devoir entreprendre des réformes parfois difficiles pour le personnel et les délégués des Nations Unies, mais indispensables pour préserver le multilatéralisme et les Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle. Ces efforts sont essentiels pour améliorer l'efficacité de l'organisation dans un monde en pleine mutation, mais aussi la mise en œuvre de ses objectifs. Les Nations Unies doivent faire preuve de davantage d'innovation et de créativité, tout en apprenant à travailler plus efficacement avec le secteur privé, les acteurs de la société civile et les jeunes. Le Japon a joué dans le passé un rôle clé dans les efforts de réforme des Nations Unies, et nous espérons qu'il jouera son rôle de leader dans les transformations en cours.

Les Nations Unies sont loin d'être parfaites, mais il est évident que les difficultés mondiales nécessitent un engagement et un effort collectifs. En offrant aux Nations Unies le gage de sa collaboration, un État membre comme le Japon nous donne la certitude de réussir à construire un monde meilleur, plus prospère et plus sûr pour tous.